

Version du 19/08/205

Bienvenue sur la plateforme SOMMET DE L'ELEVAGE !

SOMMET DE L'ELEVAGE propose un service d'intermédiation entre des professionnels c'est-à-dire des Vendeurs (ci-après « **les Vendeurs** ») et des Acheteurs (ci-après « **les Acheteurs** ») pour la commercialisation de produits en lien avec l'univers de l'agriculture (machinisme, équipements pour l'élevage, transformation et commercialisation de produits agricoles, fourniture pour l'élevage, semences végétales, etc.), production d'énergie (ci-après « **les Produits** »).

IMPORTANT

TOUTE UTILISATION EFFECTUEE A QUEL QUE TITRE QUE CE SOIT DE LA PLATEFORME IMPLIQUE OBLIGATOIREMENT L'ACCEPTATION SANS RESERVE, PAR L'UTILISATEUR, DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION (CGU).

Article 1. Objet

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU), conclues entre, d'une part, la société SOMMET DE L'ELEVAGE, société par actions simplifiée, au capital social de 508.248,00 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Clermont-Ferrand sous le numéro B 391 946 548 et dont le siège social est situé 17 ALL EVARISTE GALOIS – 63170 AUBIERE (ci-après « **SOMMET DE L'ELEVAGE** » ou « **l'Opérateur** ») et l'Utilisateur d'autre part (ci-après désignées collectivement « **les Parties** »). Ces dernières ont pour objet de fixer les dispositions contractuelles relatives aux droits et obligations respectifs des Parties dans le cadre de l'Utilisation de la Plateforme et de l'ensemble des Services qui y sont proposés.

La Plateforme accessible à l'adresse suivante : <https://magasin.comptoir-des-eleveurs.com/> (ci-après « **la Plateforme** ») propose un service d'intermédiation entre des professionnels c'est-à-dire des Vendeurs (ci-après « **les Vendeurs** ») et des Acheteurs (ci-après « **les Acheteurs** ») pour la commercialisation de produits en lien avec l'univers de l'agriculture (machinisme, équipements pour l'élevage, transformation et commercialisation de produits agricoles, fourniture pour l'élevage, semences végétales, etc.), production d'énergie (ci-après « **les Produits** »).

Il est précisé que la fourniture en elle-même des Produits n'est pas régie par les présentes Conditions Générales d'Utilisation mais par les CGV du Vendeur, qui seront conclues entre l'Acheteur et le Vendeur et le cas échéant par les Conditions Commerciales.

Article 2. Définitions

Les termes, mentionnés ci-dessous, ont dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation, la signification suivante :

- « **Acheteur** » : désigne toute personne physique ou morale, publique ou privée, majeure et capable, qui accède à la Plateforme afin de pouvoir procéder à une commande de Produits auprès d'un Vendeur. L'Acheteur agit à des fins entrant dans

le cadre de son activité professionnelle, commerciale, artisanale, industrielle, libérale ou agricole.

- « **Back-Office** » : désigne l'interface permettant au Vendeur d'accéder à son espace personnel à partir duquel il pourra notamment gérer son Catalogue, ses Commandes, le suivi de son activité et ses correspondances avec l'Opérateur ou les Acheteurs. L'accès au Back-Office se fait à partir des Identifiants .
- « **Boutique** » : désigne la page de la Plateforme dédiée aux Vendeurs, notamment à la présentation de son entreprise et de son Catalogue, accessible aux Utilisateurs sans inscription préalable (présentation de son entreprise et de ses produits, publication de son logo, de photos, etc.).
- « **Catalogue** » : désigne le catalogue de Produits que le Vendeur souhaite présenter à la vente par l'intermédiaire de la Plateforme.
- « **Commande** » : désigne tout achat ou location de Produits ou Services réalisé par un Acheteur sur la Plateforme auprès du Vendeur de son choix.
- « **Compte** » : désigne l'interface hébergée sur la Plateforme dans laquelle est regroupé l'ensemble des données fournies par l'Acheteur et lui permettant de gérer ses Commandes. L'accès au Compte se fait grâce aux Identifiants.
- « **Conditions Commerciales** » : désigne les conditions de vente applicables sur la Plateforme et ayant vocation à compléter ou remplacer les CGV du Vendeur en cas d'absence, de lacune de celles-ci ou d'incompatibilité avec les Conditions Commerciales.
- « **Conditions Générales d'Utilisation** » ou « **CGU** » : désigne les conditions contractuelles mises à disposition sur la page d'accueil de la Plateforme régissant l'utilisation de celle-ci et que tout Utilisateur de la Plateforme doit accepter lors de son inscription sur la Plateforme, qu'il soit Acheteur ou Vendeur.
- « **Conditions Générales de Service** » ou « **CGS** » : désigne les présentes conditions contractuelles encadrant la fourniture des Services de la Plateforme par l'Opérateur aux Vendeurs.
- « **Contenus** » : désigne l'ensemble des informations, textes, logos, marques, animations, dessins et modèles, photographies, images, données et de façon générale tous les éléments et contenus du Vendeur publiés sur la Plateforme selon les modalités, la forme et les conditions qui lui sont proposées dans le cadre des Services.
- « **Contrat de Vente** » : désigne l'ensemble contractuel encadrant la vente du Produit par l'intermédiaire de la Plateforme. Le Contrat de Vente est constitué par :
 - La Fiche Produit ;
 - Les CGV du Vendeur ;
 - Les Conditions Commerciales de la Plateforme, le cas échéant. Il est précisé qu'en cas de lacune ou d'absence des CGV du Vendeur, ou de contradiction entre les CGV du Vendeur et les Conditions Commerciales, ces dernières s'appliqueront prioritairement.
- « **Vendeur** » : désigne toute personne physique ou morale, publique ou privée, majeure et capable, qui garantit avoir la qualité de professionnel au sens du droit et de la jurisprudence françaises et qui accède à la Plateforme afin d'être mise en relation avec un Acheteur pour la vente ou la location de ses Produits. Le Vendeur agit à des

fins entrant dans le cadre de son activité professionnelle, commerciale, artisanale, industrielle, libérale ou agricole.

- « **Identifiants** » désigne l'identifiant du Vendeur et le mot de passe choisie par ses soins lors de son inscription (ou modifié au cours de son utilisation de la Plateforme).
- « **Parties** » : au pluriel, désigne ensemble l'Opérateur et l'Utilisateur. Au singulier, désigne une seule des deux Parties.
- « **Plateforme** » : désigne la Plateforme en ligne accessible à l'adresse suivante : <https://magasin.comptoir-des-eleveurs.com/>. La Plateforme regroupe l'ensemble des pages web, Services et fonctionnalités proposés aux Utilisateurs.
- « **Prestataire de Services de Paiement** » ou « **PSP** » : désigne la société détentrice d'un agrément bancaire, fournissant des services de paiement aux Vendeurs afin de leur permettre d'encaisser les paiements des Acheteurs. Le Prestataire de Services de Paiement de l'Opérateur est : MANGOPAY SA, Société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 24.700.000 euros, dont le siège social est situé 2, avenue Amélie, L-1125 Luxembourg et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés luxembourgeois sous le numéro B173459.
- « **Produits** » : désigne tout produit en lien avec l'univers de l'agriculture (machinisme, équipements pour l'élevage, transformation et commercialisation de produits agricoles, fourniture pour l'élevage, semences végétales, etc.), production d'énergie, pouvant être vendus sur la Plateforme par un Vendeur.
- « **Services** » : désigne l'ensemble des services proposés par l'Opérateur aux Vendeurs par l'intermédiaire de la Plateforme.
- « **Utilisateur** » : désigne toute personne qui accède et navigue sur la Plateforme, qu'il soit Vendeur, Acheteur ou simple internaute.

Article 3. Acceptation des Conditions Générales d'Utilisation

L'utilisation des fonctionnalités de la Plateforme et des Services implique l'acceptation des présentes CGU.

Ainsi, l'Utilisateur s'engage à lire attentivement les présentes Conditions Générales d'Utilisation lors de l'accès à la Plateforme et est invité à les télécharger, les imprimer et à en conserver une copie.

Les présentes CGU sont disponibles dans le footer de la Plateforme au moyen d'un lien hypertexte et peuvent être consultées à tout moment.

Article 4. Spécifications techniques

En utilisant la Plateforme, l'Utilisateur reconnaît disposer des moyens et compétences nécessaires à l'utilisation des fonctionnalités proposées sur la Plateforme.

Les équipements nécessaires à l'accès et à l'utilisation de la Plateforme sont à la charge de l'Utilisateur, de même que les frais de télécommunications éventuellement induits par leur utilisation.

L'Utilisateur accepte de se conformer aux spécifications techniques relatives au dépôt ou à l'insertion de Contenus sur la Plateforme notamment toute limite de poids, taille, dimension, caractère, formatage ou autre relative aux Contenus qu'il entendrait déposer sur la Plateforme à quelque titre que ce soit.

Article 5. Rôle de l'Opérateur

5.1. Teneur de l'intervention de l'Opérateur en tant que simple intermédiaire

5.1.1. Intervention de l'Opérateur en tant que simple intermédiaire

La Plateforme éditée par l'Opérateur consiste à mettre en relation, par voie électronique, les Vendeurs et les Acheteurs en vue de la vente des Produits.

Le Contrat de Vente est donc conclu entre le Vendeur et l'Acheteur, l'Opérateur intervenant comme simple intermédiaire technique.

Les indications sur les tarifs et les descriptions des Produits, sont librement établies par les Vendeurs.

L'Opérateur est rémunéré par :

- Une commission, calculée sur le montant total de la Commande Hors Taxes et Hors frais de livraison, après la vente des Produits achetés par les Acheteurs auprès des Vendeurs ;
- Un abonnement souscrit par le Vendeur, selon une formule mensuelle ou annuelle, dont le montant et les modalités de paiement sont définis lors de la souscription.

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation ne confèrent en aucun cas aux Utilisateurs la qualité de salarié, mandataire, agent ou représentant de l'Opérateur.

5.1.2. Intervention de l'Opérateur en tant que Vendeur

SOMMET DE L'ELEVAGE, en tant qu'Opérateur de la Plateforme, a la possibilité de proposer directement sur la Plateforme la vente de ses propres produits.

A ce titre, il est cependant précisé que l'Opérateur ne fera en aucun cas usage de sa qualité pour promouvoir ou offrir un référencement plus favorable à ses Produits. SOMMET DE L'ELEVAGE et ses Produits seront référencés de la même manière que pour n'importe quel autre Vendeur, à l'exception d'opérations commerciales dédiées sur une période donnée.

5.2. Obligation générale d'information précontractuelle : loyauté, clarté et transparence

5.2.1. Dispositions générales

En tant qu'opérateur de plateforme en ligne, l'Opérateur agit de manière neutre, claire et transparente.

L'Opérateur est susceptible d'entretenir un lien capitalistique ou de quelque dépendance juridique avec un des Vendeurs référencés sur la Plateforme qui influencerait le classement ou le référencement des Produits.

Les Produits présentés aux Utilisateurs sur la Plateforme sont référencés selon les modalités détaillées à l'article 8.1 ci-après.

5.2.2. Transparence financière

Conformément à [l'article 242 bis du Code Général des Impôts](#), l'Opérateur s'engage à fournir une information sur les obligations fiscales et sociales qui incombent aux personnes qui réalisent des transactions commerciales par son intermédiaire.

A ce titre, l'Opérateur met à disposition des Vendeurs un lien électronique vers les sites des administrations leur permettant de se conformer, le cas échéant, à ces obligations. L'Annexe 1 du présent Contrat précise ces obligations en renvoyant vers les sites de l'administration permettant de s'y conformer.

Conformément à [l'article 1649 ter A du Code Général des Impôts](#), le Vendeur est expressément informé qu'au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle des transactions ont été réalisées par l'intermédiaire de l'Opérateur, ce dernier sera tenu de communiquer à l'Administration Fiscale des informations concernant le Vendeur.

L'Opérateur s'engage également à fournir annuellement au Vendeur et au plus tard le 31 janvier de chaque année, les informations transmises à l'administration fiscale la concernant.

Le Vendeur est informé du fait que l'Opérateur est tenu de mettre en œuvre les diligences nécessaires à son identification au titre de l'article 1649 ter D du Code Général des Impôts.

Ainsi, si le Vendeur refuse après deux rappels de l'Opérateur de fournir les informations nécessaires pour qu'il puisse respecter les obligations lui incombant, son Back-Office pourra être suspendu pendant un délai maximum de soixante jours. A l'issue de ce délai, si le Vendeur n'a pas fourni les informations demandées par l'Opérateur, ce dernier pourra résilier les Conditions Générales de Services.

Par ailleurs, le Vendeur est expressément informé que les informations délivrées à l'administration fiscale au titre de l'article 1649 ter A du Code Général des Impôts, pourront être communiquées à l'administration fiscale d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention permettant un échange automatique des informations prévues au I du même article 1649 ter A du Code Général des Impôts.

Le chiffre d'affaires généré par l'intermédiaire de la Plateforme devra nécessairement être déclaré à l'Administration Fiscale compétente au même titre que les revenus générés par le Vendeur au titre de son activité professionnelle habituelle. Ainsi le Vendeur reste seul responsable de ses obligations déclaratives en matière de TVA, y compris dans l'hypothèse de transactions transfrontières.

Article 6. Avis en ligne

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la vente ou la location des Produits commandés via la Plateforme, l'Acheteur recevra un courriel l'invitant à laisser un avis sur son expérience de Commande sur la Plateforme. L'Acheteur aura donc la possibilité de laisser son avis sur le Produit, le Vendeur et la Place de Marché.

Les Acheteurs pourront évaluer la Place de Marché, les Produits et/ou les Vendeurs en attribuant une note via des étoiles de « 0 à 5 » la note maximale étant cinq (5) étoiles.

Les Acheteurs peuvent également laisser un commentaire relatif à leur expérience d'achat concernant le Produit.

Dans le cadre de la diffusion d'avis en ligne réalisée sur la Plateforme, l'Opérateur s'engage expressément par les présentes à délivrer aux Utilisateurs une information loyale, claire et

transparente sur les modalités de publication et de traitement des avis mis en ligne. A ce titre, l'Opérateur s'engage notamment à afficher la date de l'avis et ses éventuelles mises à jour.

L'Opérateur n'opère aucune modération *a priori* des avis.

En cas de contrôle exercé sur les avis, l'Opérateur s'engage à ce que les traitements de données à caractère personnel réalisés dans ce cadre soient conformes à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au RGPD.

Le délai maximal de publication d'un avis est de 2 mois à compter de la livraison du Produit.

Le délai maximal de conservation d'un avis sur la Plateforme est de 365 jours à compter de sa date de publication.

Enfin, l'Opérateur met en place une fonctionnalité gratuite qui permet à tout Utilisateur de signaler un problème sur un avis.

Ainsi, tout Utilisateur souhaitant écrire à l'Opérateur au sujet d'un avis en particulier sera invité à lui écrire à cette adresse : info@sommet-elevage.fr.

A posteriori, et en cas de signalement pertinent, l'Opérateur s'engage à supprimer un avis dans la mesure où celui-ci :

- Ne respecterait pas les présentes CGU ;
- Contiendrait des contenus diffamatoires, abusifs, injurieux, malveillants, incitant à la violence ou à la haine, racistes, illicites, discriminatoires, portant atteinte à la vie privée ou aux droits à l'image ou inapproprié de quelque façon que ce soit.

L'ensemble des Utilisateurs peuvent ensuite visualiser l'ensemble des avis relatifs aux Produits, à un Vendeur et/ou la Place de Marché. Un Vendeur peut également suivre les avis qui le concernent depuis son Back Office.

Article 7. Conditions d'accès et d'inscription

Tout Utilisateur peut accéder à la Plateforme, consulter les Produits proposés et bénéficier des Services décrits au sein des présentes CGU.

Néanmoins, pour procéder à une Commande, l'Utilisateur doit bénéficier d'un Compte.

L'Utilisateur souhaitant s'inscrire sur la Plateforme est invité à suivre les étapes décrites ci-après :

7.1. Inscription en tant que Vendeur

Pour pouvoir être référencé sur la Plateforme en tant que Vendeur, un Utilisateur devra s'inscrire en suivant ce lien :

<https://manager.magasin.comptoir-des-eleveurs.com/public/registration>

Ainsi, pour s'inscrire sur la Plateforme en tant que Vendeur, l'Utilisateur doit respecter les exigences suivantes :

- Accepter les présentes CGU et les CGS qui lui seront préalablement communiquées ;
- Se conformer aux exigences des présentes CGU et des CGS ainsi que des réglementations applicables. Notamment, il est attendu du Vendeur un respect des

normes relatives aux Produits, à la réglementation applicable à la protection des données personnelles ainsi qu'à ses obligations fiscales et sociales ;

- Compléter sa Boutique, tout particulièrement avec son Catalogue.

Les Conditions Générales de Services entreront en vigueur sous réserve de l'acceptation par l'Opérateur de l'inscription du Vendeur.

7.2. Inscription en tant qu'Acheteur

Tout Utilisateur souhaitant avoir un accès à l'ensemble des fonctionnalités proposées par la Plateforme devra préalablement se créer un Compte pour devenir Acheteur.

L'inscription sur la Plateforme en tant qu'Acheteur est gratuite.

Pour créer son Compte, l'Utilisateur est invité à fournir l'ensemble des informations requises et à créer ses Identifiants.

L'Utilisateur souhaitant bénéficier d'un Compte s'engage à fournir à l'Opérateur des données exactes, loyales et à jour, qui ne portent pas atteinte, à quelque titre que ce soit, aux droits des tiers et à communiquer à l'Opérateur toute mise à jour nécessaire des données transmises lors de son inscription.

Enfin, l'Utilisateur devra valider les présentes CGU avant de finaliser son inscription.

L'adresse e-mail et le mot de passe constituent les Identifiants de l'Utilisateur.

Tout Utilisateur s'engage à ne créer qu'un seul et unique Compte sur la Plateforme. L'Opérateur décline toute responsabilité quant aux conséquences dommageables que pourrait avoir l'utilisation de Comptes multiples pour un seul Utilisateur.

L'Utilisateur est entièrement responsable de l'exactitude et de la mise à jour des données communiquées dans le cadre de l'ouverture et de la gestion de son Compte.

7.3. Identifiants

L'Utilisateur sera seul responsable de l'utilisation de ses Identifiants ou des actions faites par l'intermédiaire de son Back Office.

Dans le cas où un Utilisateur divulguerait ou utiliserait ses Identifiants de façon contraire à leur destination, l'Opérateur pourra alors supprimer son Compte sans préavis ni indemnité.

En aucun cas, l'Opérateur ne saurait être tenu responsable en cas d'usurpation de l'identité d'un Utilisateur. Tout accès et action effectués à partir du Compte ou du Back Office d'un Utilisateur seront présumés être effectués par cet Utilisateur, dans la mesure où l'Opérateur n'a pas pour obligation et ne dispose pas des moyens techniques lui permettant de s'assurer de l'identité des personnes ayant accès à la Plateforme à partir d'un Compte ou du Back-Office.

Toute perte, détournement, ou utilisation non autorisée des Identifiants d'un Utilisateur et leurs conséquences relèvent de la seule responsabilité de l'Utilisateur, ce dernier étant tenu d'en avertir l'Opérateur sans délai, par message électronique adressé à l'adresse suivante : info@sommet-elevage.fr

7.4. Désinscription

L'Utilisateur peut à tout moment fermer son Compte en adressant une demande à l'adresse mail suivante : info@sommet-elevage.fr

L'Opérateur procédera dans les meilleurs délais à la désactivation du Compte et adressera à l'Acheteur ou au Vendeur un courriel confirmant la clôture de son Compte et de la suppression définitive de l'ensemble de ses éléments sur la Plateforme.

Article 8. Services

8.1. Services accessibles à tout Utilisateur

Tout Utilisateur peut accéder gratuitement à la Plateforme, ainsi qu'à ses différentes fonctionnalités. Pour accéder aux différents Services proposés par l'Opérateur il conviendra de s'inscrire soit en tant que Vendeur soit en tant qu'Acheteur conformément à [l'article 7 des présentes](#).

Le principal Service proposé par l'Opérateur consiste à mettre en relation des Vendeurs avec des Acheteurs pour la vente ou la location de Produits ou Services.

8.1.1. Recherche par catégorie et sous-catégorie

L'Utilisateur pourra accéder aux différentes catégories de Produits, à savoir :

- Equipements pour l'élevage
- Fournitures pour l'élevage
- Services pour l'élevage
- Transformation et commercialisation
- Machinisme agricole

(Liste non exhaustive)

En cliquant sur la catégorie de son choix, l'Utilisateur pourra accéder à l'ensemble des sous-catégories correspondantes.

En cliquant sur la catégorie/sous-catégorie de son choix, l'Utilisateur pourra accéder à l'ensemble des Produits commercialisés par l'intermédiaire de la Plateforme.

8.1.2. Recherche par moteur de recherche

L'Utilisateur pourra utiliser le moteur de recherche pour rechercher un Produit spécifique.

Dans ce cas, les résultats correspondants à sa recherche pourront être présentés par défaut à l'Utilisateur selon plusieurs critères de pertinence :

- En priorité les Produits présentant dans leur titre, leur description, le plus de liens avec les mots clés utilisés par l'Utilisateur ;
- Selon la date d'ajout des Produits sur la Plateforme ;
- Par ordre alphabétique de la désignation des Produits ;
- Les Produits en lien avec les dernières recherches du Client sur la Plateforme.

8.1.3. Recherche filtrée

Lors de toute recherche de Produits sur la Plateforme, l'Utilisateur pourra affiner ses requêtes selon les filtres proposés.

8.1.4. Informations et messages promotionnels

Tout Utilisateur peut, lors de son inscription et via son Compte, souscrire aux newsletters de l'Opérateur, l'informant sur les nouveautés de la Plateforme ou sur des promotions. Ces newsletters peuvent être envoyées à l'adresse email renseignée par l'Utilisateur et/ou par SMS, au choix de l'Utilisateur. L'Utilisateur pourra à tout moment se désinscrire des newsletters en cliquant sur le lien à cet effet présent dans chaque email.

Les Acheteurs peuvent à tout moment, par leur Compte, se désinscrire des notifications de la Plateforme mettant en avant d'éventuels nouveaux Services.

8.2. Services accessibles à tout Utilisateur ayant un Compte

En se créant un Compte, conformément à l'article 7.2 des présentes CGU, tout Utilisateur pourra accéder aux fonctionnalités suivantes :

8.2.1. Service d'intermédiation

Le Vendeur pourra directement charger les Contenus relatifs à ses Produits depuis son Compte, en créant manuellement ses Fiches Produits.

Le Vendeur publie ses Contenus et ses offres commerciales en autonomie. Toutefois, chaque soumission de Produit doit être validée par l'Opérateur pour pouvoir figurer en ligne.

Il est précisé que le Vendeur est seul décideur du contenu de ses offres commerciales.

8.2.2. Service de paiement sécurisé

Le Vendeur a accès à des Services et solutions de paiement sécurisé lui permettant de recevoir les montants payés en règlement des Commandes de Produits.

Les Services de paiement sont fournis par le Prestataire de Service de Paiement. Le PSP de l'Opérateur est MANGOPAY. Pour pouvoir bénéficier des Services de paiement, le Vendeur devra accepter les Conditions Générales du PSP et fournir les documents suivants :

- Déclaration des actionnaires
- Preuve d'inscription au RCS
- Statuts de l'entreprise
- Preuve d'identité du dirigeant

Il est entendu entre les Parties que les présentes CGU et les Conditions Générales du PSP sont des *contrats interdépendants*. Ainsi l'Opérateur pourra librement, de plein droit et sans délai, mettre fin aux présentes dans l'hypothèse où le PSP mettrait fin à ses relations contractuelles avec le Vendeur.

Le Vendeur sera payé par le Prestataire de Service de Paiement quinze (15) jours après la livraison confirmée du Produit.

8.2.3. Commandes de Produits

Tout Utilisateur ayant créé un Compte a la possibilité de passer une Commande de Produits proposés par les Vendeurs via la Plateforme.

Toute Commande de Produits sera régie par le Contrat de Vente, lequel est composé par :

- La Fiche Produit ;

- Les CGV du Vendeur ;
- Les Conditions Commerciales de la Plateforme, le cas échéant. Il est précisé qu'en cas de lacune ou d'absence des CGV du Vendeur, ou de contradiction entre les CGV du Vendeur et les Conditions Commerciales, ces dernières s'appliqueront prioritairement.

Les moyens de paiement proposés par l'intermédiaire de la Plateforme aux Acheteurs sont fournis par le Prestataire de Services de Paiement.

8.2.4. Gestion des Commandes et des Produits

En créant un Compte, l'Acheteur pourra suivre et gérer ses Commandes en cours, accéder à l'historique de l'ensemble de ses Commandes de Produits, passer une Commande identique, obtenir les factures relatives à ses Commandes, ou faire une réclamation auprès d'un Vendeur.

8.2.5. Avis

Conformément à l'article 6 des présentes, l'Opérateur met à la disposition des Acheteurs des moyens leur permettant d'évaluer la Place de Marché, un Vendeur et/ou un Produit vendu.

Article 9. Obligations des Parties

9.1. Obligations des Utilisateurs

Dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme, chaque Utilisateur s'engage à ne pas porter atteinte à l'ordre public et à se conformer aux lois et règlements en vigueur, à respecter les droits des tiers et les dispositions des présentes CGU.

Chaque Utilisateur a pour obligation de :

- Se comporter de façon loyale et raisonnable à l'égard de l'Opérateur et des tiers ;
- Être honnête et sincère dans les informations fournies à l'Opérateur et, le cas échéant aux autres Utilisateurs ;
- Utiliser la Plateforme conformément à son objet tel que décrit dans les présentes CGU ;
- Ne pas détourner la finalité de la Plateforme pour commettre des crimes, délits ou contraventions réprimés par le code pénal ou par toute autre disposition légales ou réglementaire ;
- Respecter la vie privée des tiers et la confidentialité des échanges ;
- Respecter les droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur portant sur les éléments de la Plateforme et le cas échéant, les droits de propriété intellectuelle des autres Utilisateurs ;
- Ne pas chercher à porter atteinte au sens des articles 323-1 et suivants du code pénal aux systèmes de traitements automatisés de données mis en œuvre sur la Plateforme, notamment par l'intermédiaire de pratiques telles que le web-scraping ;
- Ne pas modifier les informations mises en ligne par l'Opérateur ou par un autre Utilisateur ;
- Ne pas utiliser la Plateforme pour envoyer massivement des messages non sollicités (publicitaires ou autres) ;
- Ne pas diffuser des données ayant pour effet de diminuer, de désorganiser, de ralentir ou d'interrompre le fonctionnement normal de la Plateforme.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et conformément à la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse, l'Utilisateur s'engage à ne pas diffuser de messages ou informations :

- Constitutifs de dénigrement fautif visant l'Opérateur ou les Utilisateurs de la Plateforme ;
- Contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- À caractère injurieux, diffamatoire, raciste, xénophobe, révisionniste ou portant atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui ;
- Incitant à la discrimination, à la haine d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;
- Menaçant une personne ou un groupe de personnes ;
- À caractère pédophile ;
- Incitant à commettre un délit, un crime ou un acte de terrorisme ou faisant l'apologie des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ;
- Incitant au suicide ;
- Permettant à des tiers de se procurer directement ou indirectement des logiciels piratés, des numéros de série de logiciels, des logiciels permettant des actes de piratage et d'intrusion dans les systèmes informatiques et de télécommunications, des virus et autres bombes logiques et d'une manière générale tout outil logiciel ou autre permettant de porter atteinte aux droits d'autrui et à la sécurité des personnes et des biens ;
- À caractère commercial (prospection, racolage, prostitution...).

9.2. Obligations de l'Opérateur

L'obligation générale de l'Opérateur est une obligation de moyens. Il ne pèse sur l'Opérateur aucune obligation de résultat ou de moyen renforcée d'aucune sorte.

L'Opérateur s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour assurer une continuité d'accès et d'utilisation de la Plateforme 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

L'Opérateur attire toutefois l'attention des Utilisateurs sur le fait que les protocoles actuels de communication via Internet ne permettent pas d'assurer de manière certaine et continue la transmission des échanges électroniques (messages, documents, identité de l'émetteur ou du destinataire).

Par ailleurs, l'Opérateur s'engage à apporter une information claire transparente et loyale sur les modalités de son intervention.

Article 10. Responsabilité

10.1. Principaux généraux

L'Opérateur décline toute responsabilité notamment :

- En cas d'impossibilité d'accéder temporairement à la Plateforme pour des opérations de maintenance technique ou d'actualisation des informations publiées. Les Utilisateurs reconnaissent que la responsabilité de l'Opérateur ne saurait être engagée en cas de dysfonctionnements ou d'interruptions desdits réseaux de transmission ;
- En cas d'attaques virales, intrusion illicite dans un système de traitement automatisé de données ;
- En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de la Plateforme par un Utilisateur ou un tiers ;
- Relativement au contenu des sites internet tiers vers lesquels renvoient des liens hypertextes présents sur la Plateforme ;

- En cas de non-respect des présentes CGU imputable aux Utilisateurs ;
- En cas de retard ou d'inexécution de ses obligations, lorsque la cause du retard ou de l'inexécution est liée à un cas de force majeure telle qu'elle est définie à l'article 11 des présentes CGU ;
- En cas de cause étrangère non imputable à l'Opérateur ;
- En cas d'agissement illicite d'un Vendeur, ou d'inexécution contractuelle dont un Vendeur se serait rendu coupable ;
- De tout problème rencontré lors de l'exécution de la Commande par le Vendeur.

En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de la Plateforme, l'Utilisateur est alors seul responsable des dommages causés aux tiers et des conséquences des réclamations ou actions qui pourraient en découler.

10.2. Statut d'hébergeur

Les Utilisateurs reconnaissent que l'Opérateur a la qualité d'hébergeur au sens de l'article 6 I 2° de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique dite LCEN.

A ce titre, l'Opérateur se réserve la possibilité de retirer tout contenu qu'elle considèrera comme manifestement illicite au sens de l'article 6 I 2° de la LCEN.

La notification des contenus manifestement illicites par un Utilisateur ou tout autre tiers doit se faire par :

- Courrier électronique à l'adresse : info@sommet-elevage.fr ; ou
- Courrier en recommandé avec avis de réception à : SOMMET DE L'ELEVAGE 17 ALL EVARISTE GALOIS – 63170 AUBIERE
- Conformément à l'article 6 I 5° de la LCEN, la notification de l'Utilisateur, pour être valide, doit reprendre les éléments suivants :
- La date de la notification ;
- Si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ; étant précisé que la condition relative à la fourniture de l'identité du notifiant est réputée acquise si celui-ci est un utilisateur inscrit du service de communication au public et qu'il est connecté au moment de procéder à la notification et que l'hébergeur a recueilli les éléments nécessaires à son identification ;
- Le nom et le domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- La description des faits litigieux et leur localisation précise ; étant précisé que ces conditions sont réputées satisfaites dès lors que le service permet de procéder précisément à cette notification par un dispositif technique directement accessible depuis ledit contenu litigieux ;
- Les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ; étant précisé que cette condition est réputée satisfaite dès lors que le service de communication au public en ligne permet de procéder à la notification par un dispositif technique proposant d'intégrer la catégorie d'infraction à laquelle peut être rattaché ce contenu litigieux ;
- La copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté, sauf exception prévue pour certaines infractions par l'article 6 I 5° de la LCEN.

10.3 Litige entre Acheteurs et Vendeurs

Il est précisé que tout litige survenant entre un Acheteur et un Vendeur devra être traité entre eux, le Vendeur restant seul responsable de la délivrance des Produits commandés via la Plateforme.

Lorsque l'Acheteur contacte l'Opérateur par email à l'adresse contact@comptoir-des-eleveurs.com ou par téléphone au 04 73 28 95 10 afin de formuler une réclamation à propos d'un Vendeur, l'Opérateur répercutera la réclamation sous 72 heures ouvrées par email auprès du Vendeur concerné qui sera seul responsable du traitement du litige.

En tout état de cause, la partie concernée par la réclamation de l'Utilisateur s'engage à répondre à cette réclamation dans les meilleurs délais.

Soucieux de l'image de sa Plateforme, l'Opérateur invite les parties à faire leurs meilleurs efforts pour résoudre amiablement tout litige dans lesquels ils seraient impliqués.

Article 11. Force majeure

La responsabilité de l'Opérateur ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans les présentes CGU découle d'un cas de force majeure.

Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion des CGU et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution des CGU. Si l'empêchement est définitif, les CGU sont résolues de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

En cas de survenance d'un événement revêtant les caractéristiques de la force majeure, l'Opérateur s'efforcera d'informer l'Utilisateur dès que possible.

Article 12. Propriété intellectuelle

12.1. Titularité des droits de propriété intellectuelle des Utilisateurs

Dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme, les Utilisateurs sont susceptibles de présenter des photographies, marques, logos, dessins et autres modèles leur appartenant ou appartenant à des tiers.

Tout Utilisateur déposant un Contenu par l'intermédiaire de la Plateforme garantit qu'il a le droit de faire une représentation de tous les Contenus et en tiendra l'Opérateur indemne.

En tout état de cause, l'Opérateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable d'un acte de contrefaçon, compte tenu de sa simple qualité d'hébergeur des Contenus publiés par les Utilisateurs.

En vue de l'exécution des présentes CGU, tout Utilisateur cède une licence gratuite et non exclusive à l'Opérateur, pour utiliser, reproduire, représenter, adapter et mettre à disposition du public lesdits Contenus incluant notamment les créations protégées par le droit d'auteur

ainsi que tout signe distinctif visible en vue de l'exécution des présentes CGU. Cette licence sera valable pendant toute la durée de l'utilisation de la Plateforme en vertu des présentes et dans le monde entier.

Cette licence n'emporte aucun droit de sous-licence à une tierce partie. L'Opérateur ne pourra néanmoins pas être tenu responsable de la copie du Contenu par tout internaute naviguant sur la Plateforme qui enfreindrait ses CGU.

12.2. Titularité des droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur

L'Utilisateur reconnaît les droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur sur la Plateforme, ses composantes et les contenus y afférent et renonce à contester ces droits sous quelle que forme que ce soit.

Les marques, logos, slogans, graphismes, photographies, animations, vidéos, solutions logicielles et textes et tout autre contenu sur la Plateforme, **à l'exception des Contenus publiés par les autres Utilisateurs**, sont la propriété intellectuelle exclusive de l'Opérateur et ne peuvent être reproduits, utilisés ou représentés sans autorisation expresse sous peine de poursuites judiciaires.

Toute représentation ou reproduction, totale ou partielle, de la Plateforme et de son contenu, par quel que procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse de l'Opérateur, est interdite et constituera une contrefaçon sanctionnée par les [articles L.335-2 et suivants](#) et les [articles L.713-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle](#).

En particulier, l'Opérateur interdit expressément en tant que producteur de base de données :

- L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de sa base de données sur un autre support, par tout moyen et sous quelque forme que ce soit ;
- La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de la base, quelle qu'en soit la forme ;
- La reproduction, l'extraction ou la réutilisation, par tout moyen, y compris les méthodes assimilables au *scraping* des contenus (photographies, description etc...) publiés par l'Opérateur.

L'acceptation des présentes CGU vaut reconnaissance par les Utilisateurs des droits de propriété intellectuelle de l'Opérateur et engagement à les respecter.

L'Opérateur accorde une licence personnelle, non-exclusive et non cessible aux Utilisateurs les autorisant à utiliser la Plateforme et les informations qu'elle contient conformément aux présentes CGU.

Toute autre exploitation de la Plateforme et de son contenu est exclue du domaine de la présente licence et ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable expresse de l'Opérateur.

Article 13. Protection des données à caractère personnel

13.1. Concernant les traitements réalisés par l'Opérateur

L'ensemble de la politique liée aux traitements de données personnelles mis en œuvre par l'Opérateur est détaillé dans la Politique de Confidentialité de la Plateforme.

13.2. Concernant les traitements réalisés par le Vendeur

Le Vendeur peut être amené à collecter et traiter les données à caractère personnel des Acheteurs de la Plateforme lors de la Commande de Produits. A ce titre, il garantit qu'il traite ces données dans le respect des droits et obligations issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés modifiée dite Loi « Informatique et Libertés », et du Règlement Général sur la Protection des Personnes (RGPD).

A compter de la mise en relation avec l'Acheteur ayant procédé à une Commande de Produits, le Vendeur sera responsable des traitements de données à caractère personnel de l'Acheteur.

Les données de l'Acheteur sont conservées confidentiellement par le Vendeur, pour les besoins du contrat, de son exécution et dans le respect de la loi, pendant une durée de 3 ans à compter de la fin de la relation commerciale si vous êtes Acheteur ou à compter de votre dernier contact si vous ne disposez pas de Compte.

Les données peuvent être communiquées, en tout ou partie, aux prestataires de services du Vendeur intervenant dans le processus de commande.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés et au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données dit RGPD), le Vendeur assure la mise en œuvre des droits des personnes concernées.

Il est rappelé que l'Acheteur dont les données à caractère personnel sont traitées bénéficie des droits d'accès, de rectification, de mise à jour, de portabilité et d'effacement des informations qui le concernent, ainsi qu'un droit à la limitation du traitement conformément aux articles 49,50,51,53 et 55 de la Loi Informatique et Libertés et aux dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 du Règlement Général européen sur la Protection des Personnes (RGPD).

Conformément aux dispositions de l'article 56 de la Loi Informatique et Libertés et à l'article 21 du RGPD, l'Acheteur peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant, sans motif et sans frais.

L'Acheteur peut également définir le sort de ses données après sa mort et choisir que le Vendeur communique ou non ses données à un tiers que l'Acheteur aura préalablement désigné.

L'Acheteur peut exercer ces droits en adressant un courrier électronique à ou en envoyant un courrier à le Vendeur.

Enfin, l'Acheteur peut également introduire une réclamation auprès des autorités de contrôle et notamment de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Article 14. Service Utilisateurs - Réclamations

Toute question ou réclamation concernant l'utilisation ou le fonctionnement de la Plateforme peut être formulée selon les modalités suivantes :

- Par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@comptoir-des-eleveurs.com
- Par courrier à : **COMPTOIR DES ELEVEURS - 17 ALL EVARISTE GALOIS – 63170 AUBIERE**

- Par téléphone au : 04 73 28 95 10 aux horaires suivants : Du lundi au vendredi, 09 :00 - 17 :00

Article 15. Validité des CGU

Si une quelconque des stipulations des présentes CGU venait à être déclarée nulle au regard d'une disposition législative ou réglementaire en vigueur et/ou d'une décision de justice ayant autorité de la chose jugée, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables.

Une telle modification ou décision n'autorise en aucun cas les Utilisateurs à méconnaître les présentes CGU.

Article 16. Modification des CGU

Les présentes CGU s'appliquent à tout Utilisateur navigant sur la Plateforme.

Les CGU pourront être modifiées et mises à jour par l'Opérateur à tout moment, notamment pour s'adapter aux évolutions législatives ou réglementaires.

Les CGU applicables sont celles en vigueur au moment de la navigation sur la Plateforme.

Article 17. Dispositions Générales

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes CGU, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque de celles-ci, les titres seront déclarés inexistantes.

Article 18. Compétence et droit applicable

LES PRESENTES CGU AINSI QUE LES RELATIONS ENTRE L'UTILISATEUR ET L'OPERATEUR SONT REGIES PAR LE DROIT FRANÇAIS.

En cas de différend survenant entre l'Opérateur et un Utilisateur au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation des présentes, les Parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

A DEFAUT D'ACCORD AMIABLE DANS UN DELAI D'UN (1) MOIS A COMPTER DE LA SAISINE DE L'UNE DES PARTIES, LE LITIGE POURRA ETRE SOUMIS AUX TRIBUNAUX COMPETENTS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

ANNEXE 1 – INFORMATIONS EN MATIÈRE D'OBLIGATIONS CIVILES ET FISCALES

Les opérateurs de plateformes en ligne ont l'obligation d'informer tout Utilisateur qui génère des revenus sur sa Plateforme sur ses obligations civiles et fiscales.

Les informations utiles sont rassemblées dans des fiches pédagogiques rappelant les règles applicables à la déclaration de revenus et au paiement des cotisations sociales.

Cette information, peut être retrouvée aux adresses suivantes :

- Concernant les obligations fiscales, lien ci-dessous :
 - <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/N13442>
- Sur www.urssaf.fr, concernant les obligations sociales, lien ci-dessous :
 - <https://www.urssaf.fr/portail/>
 - <https://www.urssaf.fr/portail/home/espaces-dedies/activites-relevant-de-leconomie.html>

En matière de paiement de la TVA, les Vendeurs sont invités à consulter les documents d'information mis à leur disposition par l'Administration française : <https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel/je-recherche-les-regles-de-territorialite-tva>

Les fiches ci-après, destinées aux Vendeurs, sont également disponibles aux adresses suivantes :

- https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/1_particulier/EV/1_declarer/141_autres_revenus/eco-collabo-fiscal-vente-biens.pdf
- https://www.impots.gouv.fr/sites/default/files/media/1_metier/1_particulier/EV/1_declarer/141_autres_revenus/eco-collabo-fiscal-service.pdf
- https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/cotisations_sociales_vente.pdf

En matière de protection sociale, ces revenus doivent pouvoir ouvrir des droits à l'assurance maladie ou à la retraite. Cela vaut également en matière de fiscalité : les revenus générés doivent être soumis à l'impôt.

Nous vous rappelons que les présentes explications sont données à titre indicatif et qu'elles ne remplacent pas la lecture des textes législatifs, des commentaires de l'administration et de la jurisprudence. Nous tenons également à insister sur le fait que les règles ci-dessus exposées sont susceptibles d'être modifiées (notamment les différents seuils qui sont réévalués chaque année) et que chaque Utilisateur de la Plateforme est seul responsable de ses obligations légales.

Par ailleurs, l'administration fiscale et les caisses de sécurité sociale sont à même de compléter cette information de base et de répondre à toutes questions.

L'Opérateur recommande donc à tout Utilisateur de se rapprocher de son centre des impôts, de sa caisse de sécurité sociale ou d'un conseil spécialisé en cas de doute.